

Bénédicte Manier

un million de révolutions tranquilles

TRAVAIL/ARGENT/HABITAT
SANTÉ/ENVIRONNEMENT...

COMMENT LES CITOYENS CHANGENT LE MONDE



Un million de révolutions tranquilles

Ils sortent de la faim et de la pauvreté des centaines de milliers de personnes. Ils sauvent des entreprises. Ils construisent des habitats coopératifs, écologiques et solidaires. Ils ouvrent des cliniques gratuites, des microbanques, des épiceries sans but lucratif ou des ateliers de réparation citoyens. Ils reverdissent le désert et régénèrent les écosystèmes. Ils financent des emplois ou des fermes bio. Et partout dans le monde, ils échangent sans argent des biens, des services et des savoirs, redynamisent l'économie locale ou rendent leur village autonome grâce aux énergies renouvelables.

Qui sont-ils ? De simples citoyens et citoyennes. Mais ils sont les pionniers de nouveaux modes de vie, qui sont en train de transformer la planète. Bénédicte Manier, journaliste, a parcouru plusieurs pays et observé la réussite de ces révolutions silencieuses. Son livre est le premier à appréhender la dimension mondiale de ces alternatives qui foisonnent depuis trois décennies et ne cessent de se développer. Des initiatives qui n'émanent pas de groupes marginaux, mais de classes moyennes bien intégrées, aspirant à vivre dans un monde plus juste.

Il s'agit là d'un mouvement inédit, mené par une société civile lucide, ayant décidé de reprendre en main les enjeux qui la concernent et qui, des États-Unis à l'Inde, du Canada à la France, de l'Argentine au Japon, fait émerger des solutions innovantes à la plupart des maux de la planète. Peu à peu, elle dessine ainsi les contours d'une société plus participative, plus solidaire, plus humaine.

Un million de révolutions tranquilles

Bénédicte Manier

Un million de révolutions tranquilles

Travail, environnement, santé, argent, habitat... :
comment les citoyens transforment le monde

ÉDITIONS LES LIENS QUI LIBÈRENT

ISBN : 979-10-209-0037-1
© Les Liens qui Libèrent, 2012

*À Colette Kreder,
sans qui ce livre n'aurait jamais vu le jour*

There is no alternative

Margaret Thatcher

There are thousands of alternatives

Susan George

Préface

Un autre monde existe, il est dans celui-ci.

Paul Eluard.

Ce sont tous des citoyens ordinaires. Ils vivent dans de petits villages d'Asie, d'Amérique latine ou d'Afrique, ou dans des villes comme New York ou Tokyo. Ils viennent de milieux sociaux très variés, ne se connaissent pas entre eux, ne sont pas célèbres et certains sont illettrés. Mais ensemble, ces hommes et ces femmes ont engagé localement de petites révolutions.

Chacun dans leur domaine, ils inventent des solutions que ni les gouvernements ni le secteur privé n'ont su mettre en place et qui répondent à la plupart des maux de la planète : ils reverdissent le désert, font disparaître la pauvreté et la faim, créent des emplois, mettent sur pied une agriculture durable, ou gèrent eux-mêmes la distribution d'eau. Des millions d'autres décident de vivre autrement. De vivre mieux. Et pour cela, ils s'affranchissent de l'hyperconsumérisme, réinventent l'habitat, la démocratie locale ou l'usage de l'argent.

Ce livre est la chronique de ces transformations de terrain. Il ne les répertorie pas toutes – elles se comptent probablement par millions de par le monde – mais il en détaille simplement quelques-unes, très significatives, et explique en quoi elles répondent à de nouvelles aspirations.

Délibérément, ce livre ne traite pas de l'action des grandes ONG, associations ou fondations : si celles-ci mettent également en place des solutions de terrain, leur travail est déjà connu et fait l'objet de nombreux ouvrages et articles de presse. Nous ne parlerons donc pas ici de caritatif ou d'humanitaire, mais de l'action de milliers d'anonymes qui agissent seuls ou en groupes informels et qui, sans bruit, reprennent en main leur économie, leur agriculture, leur consommation, leur travail ou leur habitat : cette autogouvernance citoyenne est le fil directeur de ce livre.

Même si elles sont encore peu visibles, ces initiatives sont autant de déclarations d'indépendance. Elles prouvent qu'en prenant simplement conscience de leur capacité à agir ensemble, des citoyens ordinaires peuvent changer le monde avec des solutions simples et facilement reproductibles, qui dessinent les contours d'un « autre monde possible », plus juste.

En quelques décennies, ces actions se sont multipliées sur la planète, essaimant à l'identique dans les pays industrialisés, émergents et en développement. Si elles restent en grande partie ignorées des élites, celles-ci feraient bien de commencer à en prendre la mesure. Car le message qu'elles diffusent est sans équivoque : aujourd'hui, des millions d'hommes et de femmes se détachent d'un système économique jugé trop brutal pour l'humain et l'environnement et exigent un nouveau modèle de société. Et localement, ils se mobilisent pour le construire.

L'eau, un bien commun

Et quidem mare commune omnium est et litora, sicuti aer (« Car la mer est commune à tout le monde, ainsi que le rivage, ainsi que l'air »).

Justinien, *Digeste*, 535 av. J.-C.

L'eau est l'origine et la substance de la vie. Mais c'est une ressource qui s'épuise. L'accroissement de la population mondiale, une agriculture boulimique en eau¹ et une exploitation croissante par l'industrie menacent les ressources hydriques mondiales, dont la baisse a déjà des effets visibles. La désertification avance en Afrique, aux États-Unis, en Espagne, en Chine, en Inde et en Asie centrale, et d'après la Banque mondiale, la moitié de la population mondiale manquera d'eau de manière chronique d'ici à 2025. Déjà, le partage de l'eau provoque inégalités et tensions géopolitiques.

Les solutions mises en œuvre jusqu'alors, comme le recyclage des eaux usées et la dessalinisation de l'eau de mer, ne

1. Voir le 3^e Rapport mondial de l'Unesco, « L'Eau dans un monde qui change », mars 2009 (www.unesco.org/water/wwap/wwdr/wwdr3/tableofcontents.shtml).

pallient qu'une partie des carences, sans traiter le problème à son origine, le non-renouvellement des réserves naturelles. Car l'eau ne se fabrique pas. Sa disponibilité dépend de la régénération des réserves par un cycle naturel (évaporation, précipitation, infiltration), aujourd'hui dérégulé par l'urbanisation et la déforestation.

L'Inde est un bon exemple de cet enjeu. La double croissance – économique et démographique – y pèse lourdement sur les réserves hydriques¹, tandis que l'industrialisation rapide et l'agriculture mènent les ressources fluviales et souterraines au bord de l'épuisement. L'eau potable est devenue un défi majeur : alors que 95 % de la population rurale y avaient accès en 2005, cette proportion s'est réduite à 66 % en 2009. Dans les villes, le rationnement est chronique : à New Delhi, les robinets ne coulent que deux heures par jour et à Mumbai, six jours par semaine. La vétusté du réseau entraîne aussi une déperdition moyenne de 20 % du volume d'eau convoyé. Et les perspectives sont sombres : en 2005, un rapport de la Banque mondiale prévoyait un quasi-assèchement des réserves en eau des grandes villes indiennes vers 2020.

La redécouverte des savoir-faire locaux

Dans le Rajasthan : rendre l'eau à la terre²

L'État indien du Rajasthan incarne à lui seul cet immense défi. Il se situe à l'épicentre d'une vaste zone couvrant le nord-ouest du pays, où le processus de désertification

1. Voir Bénédicte Manier, « L'Eau en Inde, un enjeu social et géopolitique », *Le Monde diplomatique*, Planète Asie, février 2010 (<http://blog.mondediplo.net/2010-02-01-L-eau-en-Inde-un-enjeu-social-et-geopolitique>).

2. Ce reportage a dans un premier temps été publié dans le magazine *Alternatives Économiques* (« Les Moissonneurs de pluie », mai 2011).

apparaît désormais clairement sur les photos satellitaires prises par la NASA ¹. Les trois quarts du Rajasthan sont d'ailleurs classés en déficit hydrique sévère et les surfaces agricoles ne cessent d'y reculer.

Pourtant, dans ce Rajasthan aride surgit, au détour du voyage, une exception. Quand on arrive dans le district d'Alwar, près de Jaipur, le paysage surprend. Si ce n'étaient les charrettes tirées par des dromadaires, on se croirait en Normandie : la terre humide est fraîchement labourée, les champs sont verts et entourés d'arbres. Rien à voir avec les étendues de poussière du reste de la région : ici, l'eau semble couler en abondance, pour le plus grand bien des hommes, des animaux et des terres. Mais cette abondance n'a rien d'un miracle. Elle est le fruit de la mobilisation d'un homme et autour de lui, de toute une communauté.

En 1985, Rajendra Singh est un jeune fonctionnaire de santé fraîchement nommé dans la région. Il commence ses tournées sanitaires dans les villages et, très vite, s'alarme de l'état de malnutrition des enfants. Les familles lui expliquent qu'elles ne font qu'un seul repas par jour, parce que la terre, désespérément sèche, ne donne que de maigres récoltes. Quand il pleut, l'eau ruisselle sur les sols érodés par le déboisement et ne parvient pas à recharger les nappes souterraines. « À l'époque, tout était sec. On ne voyait plus un seul brin d'herbe. La population des villages, qui vit d'agriculture et d'élevage, était en train de perdre tous ses moyens d'existence », se souvient Rajendra Singh.

Un jour, un habitant âgé lui apprend que dans la région existaient autrefois des bassins en terre, appelés *johads*,

1. www.nasa.gov/topics/earth/features/india_water.html

conçus pour recueillir les eaux de ruissellement et les laisser s'infiltrer dans le sol. Leur usage remontait au XIII^e siècle. « Il existait un savoir autochtone de la gestion de l'eau, mais la colonisation y avait mis fin », explique-t-il. Les colons britanniques avaient jugé les *johads* insalubres à cause de l'eau stagnante et une bonne part de ces bassins avait été comblée. Après l'indépendance de l'Inde en 1947, la politique avait divisé la communauté locale, rendant impossible la gestion collective des *johads*. Mais une fois les *johads* abandonnés, les puits avaient cessé d'être alimentés et s'étaient taris. Les femmes avaient dû aller chercher de l'eau toujours plus loin, marchant « jusqu'à trois heures à l'aller et trois heures au retour, des jarres sur la tête », raconte Rajendra Singh. Réquisitionnées pour aider leur mère dans cette corvée, les fillettes avaient dû quitter l'école. « Et quand le seul puits restant sur des kilomètres à la ronde se vidait, les gens émigraient vers les villes », conclut-il.

Rajendra Singh réunit les villageois et leur suggère de reconstruire le réseau oublié de *johads*. Il se heurte à des haussements d'épaules fatalistes tandis que, de leur côté, les autorités s'opposent au retour d'un système jugé dépassé. Mais il passe outre et décide de reconstruire lui-même ces bassins de rétention. Sous les yeux des villageois médusés, il se met alors à piocher le sol, seul, dix à douze heures par jour, sous un soleil brûlant. Il met trois ans à creuser ce premier *johad*, mais celui-ci, une fois prêt, recueille les premières pluies d'été.

Assez vite, Rajendra Singh se rend compte qu'un seul bassin ne suffit pas et que pour recharger les nappes phréatiques exsangues, il faut reconstruire un vrai réseau. Il imagine de placer une série de points de captage au pied des collines Aravalli, complétée de canaux pour acheminer

l'eau jusqu'à des sites de retenue, là où la nature du sol permet une bonne infiltration souterraine. Devant l'ampleur des travaux, il mobilise les villageois, en demandant à chaque famille de donner ce qu'elle peut : quelques roupies, des pelles, des pioches et, surtout, des heures de travail. Cette fois, des centaines de volontaires se joignent aux chantiers, piochant la terre sous un soleil de plomb. Parmi eux figurent de nombreuses femmes, qui charrient les gravats dans des paniers posés sur leur tête. En un an, la petite armée de terrassiers parvient à creuser 50 *jobads*, en n'utilisant que les moyens et les savoir-faire locaux. «Aucun ingénieur n'est venu ici», rappelle Rajendra Singh : le trajet naturel de l'eau a été retrouvé grâce à la mémoire des anciens et c'est un jeune habitant du district qui a dessiné les plans des canaux et des petits barrages.

Plus de vingt-six ans après, le district bénéficie d'un réseau de 10 000 structures d'acheminement et de retenue d'eau (bassins, barrages, canaux) qui desservent plus de 700 000 habitants dans un millier de villages, ce qui correspond à une moyenne de 600 points d'eau pour 7 000 habitants. Il a suffi de quelques moussons pour que les eaux pluviales, canalisées, renflouent les nappes souterraines. Une fois les réserves profondes reconstituées, le niveau des aquifères de surface est remonté à son tour et désormais, l'eau affleure naturellement, si bien «que les villageois creusent aujourd'hui des puits trois fois moins profonds qu'avant», explique Maulik Sisodia, un des membres de l'association locale créée par Rajendra Singh, Tarun Bharat Sangh (TBS). L'eau puisée est claire, parfaitement potable, grâce à la filtration naturelle des sols. Et dans un Rajasthan où les moussons sont devenues capricieuses, les puits du district d'Alwar sont les seuls à être remplis. «Nous avons eu

trois années de sécheresse, mais les puits sont restés pleins et les habitants disposent de réserves d'eau pour deux ans», se réjouit Rajendra Singh.

Cette moisson d'eau de pluie a aussi naturellement réalimenté les sources des cours d'eau et cinq rivières asséchées se sont remises à couler, dont l'Arvari, qui avait disparu depuis quarante ans. Un vaste réservoir naturel d'eau s'est reconstitué spontanément à Tildeh, et un lac artificiel a pu être aménagé au sommet des collines Aravalli, à 700 mètres d'altitude, pour approvisionner les habitants du village perché de Mandalwas, qui n'ont plus à descendre dans la vallée.

Le retour de l'eau a métamorphosé l'économie locale. Les fermiers ont remis en culture des terres stériles, agrandi les surfaces arables et accru leurs rendements. Rajendra Singh les a incités à privilégier des variétés sobres et locales (oignons, lentilles, pommes de terre, sésame, millet...) et à éviter pesticides et engrais, qui accroissent la consommation d'eau. La terre donne maintenant deux à trois récoltes par an. Les paysans vivent de leur production et vendent les surplus sur les marchés. «Ils gagnent en moyenne 60 000 roupies par an. C'est-à-dire trois fois plus que le seuil de pauvreté en Inde», rappelle Rajendra Singh. L'élevage est lui aussi redevenu rentable : depuis que les chèvres et les vaches paissent une végétation naturellement irriguée, «la production de lait est passée d'un ou deux litres par jour à dix ou onze litres en moyenne».

Cette restauration de l'écosystème a profondément changé la vie des habitants. La malnutrition a disparu. Avec des puits à leur porte, les femmes ne parcourent plus des kilomètres pour trouver de l'eau et les fillettes retournent à l'école. Les journaliers agricoles trouvent désormais du

travail sur place, ils ont cessé d'émigrer vers les villes, et plusieurs villages du district, autrefois touchés par l'exode, se repeuplent. Certains fermiers se font aussi construire des maisons d'un ou deux étages – symbole de prospérité dans l'Inde rurale – dont les couleurs pimpantes tranchent dans le paysage.

En cette fin d'après-midi, Rajendra Singh chemine tranquillement au milieu des champs, sous le soleil déclinant. Le visage rond, un sourire toujours caché sous sa barbe poivre et sel, il est heureux de montrer cette prospérité revenue. Au loin, un berger qui mène boire son troupeau de chèvres nous fait signe. Rajendra Singh connaît tout le monde ici, car il a appris aux habitants comment préserver la précieuse ressource. Les parcelles cultivées ont ainsi été découpées en carrés de terre entourés de petites levées qui retiennent l'eau, transformant les champs en vastes damiers miroitant sous le soleil. Plantés près de chaque *johad*, des arbres étayent les parois des bassins et gardent l'eau à l'ombre, limitant l'évaporation. Les champs sont aussi parsemés d'arbres et entourés de murets de pierres, pour y maintenir l'humidité. Les collines Aravalli sont aujourd'hui reboisées d'arbustes épineux et de vétivers qui fixent l'eau dans le sol. « On essaie d'appliquer ce principe : chaque goutte prélevée à la nature doit lui être restituée », dit Rajendra Singh.

Une cogestion démocratique

L'autre grande réussite du réseau des *johads* tient à la gestion démocratique de l'eau. Rajendra Singh a réussi à dépasser les habituelles querelles (entre partis, entre castes, entre villages...) pour instaurer une gouvernance collective, qui transcende les barrières sociales. Toutes les familles sont représentées à égalité dans des assemblées de village

qui se réunissent une fois par mois. Les femmes, qui ont beaucoup contribué aux travaux, y siègent à égalité avec les hommes. L'un des membres – souvent l'instituteur – tient le registre des puits, dont le niveau est mesuré régulièrement. «C'est transparent. Tout le monde sait combien il reste d'eau et en a la responsabilité». L'eau est gratuite pour les familles, mais les fermiers qui irriguent paient au prorata de leur consommation, en roupies, en outils ou en heures de travail. Toutes les décisions sont prises par consensus.

Rajendra Singh a intentionnellement constitué ces assemblées de base pour contourner les *panchayats* (conseils municipaux des villages) où les différends politiques compliquent la gestion des ressources communes. Dans les assemblées, les villageois retrouvent au contraire «un sens de l'égalité et de l'intérêt commun. Les gens ici comprennent l'esprit de la démocratie locale». Les habitants des soixante-dix villages traversés par la rivière Arvari siègent aussi au sein d'un parlement local de l'eau (*jal sansad*), qui se réunit deux fois par an et a pour mission de protéger l'écosystème de la rivière.

Ce sens retrouvé de la communauté a renforcé l'auto-détermination des habitants sur leurs territoires. Ils ont ainsi passé outre les injonctions de l'administration, qui les sommait de détruire les premiers *johads*, au prétexte qu'il est interdit de distribuer l'eau sans autorisation. Quand l'Arvari s'est remise à couler, ses riverains ont aussi vu arriver des fonctionnaires qui, ayant entendu parler de la résurrection de la rivière, venaient prélever des taxes de pêche. Préférant en rire, les villageois les ont renvoyés à leurs bureaux, en leur rappelant que s'ils avaient compté sur les autorités, l'eau ne serait jamais revenue dans le district. Aujourd'hui, la pêche dans l'Arvari reste libre de droits.

Sous l'impulsion de Rajendra Singh, cinquante-deux dispensaires locaux de soins ayurvédiques¹ ont été ouverts et ce sont les femmes qui cultivent des plantes médicinales, entretenant ainsi la biodiversité. De même, les villageois ont construit des écoles de leurs mains et ont exigé – et obtenu – des autorités l'envoi d'enseignants. La population a aussi fait fermer les exploitations minières illégales implantées dans un parc naturel voisin, la réserve de tigres de Sariska. Enfin, les habitants de Bhaonta et Koylala, deux villages nichés dans les collines, ont créé une réserve naturelle pour la flore et les espèces animales, qu'ils protègent eux-mêmes et ont déclaré en 1995 «réserves du peuple pour la vie sauvage²».

La résilience de l'identité locale

Cette redécouverte par les habitants de leur pouvoir citoyen fait dire à Rajendra Singh qu'il n'a fait que «donner un coup de pouce» au potentiel d'initiative qui existe dans chaque communauté : «On a juste aidé les gens à réaliser ce dont ils avaient besoin. À comprendre qu'ils avaient le pouvoir de faire tout cela eux-mêmes.»

Il a repris un principe cher à Gandhi : miser sur les savoir-faire locaux³. Car en filigrane, la réussite de ce réseau traditionnel d'adduction d'eau pose la question du modèle de développement pour le Sud. La colonisation et la vision

1. Médecine traditionnelle de l'Inde, à base de plantes.

2. *People's wildlife sanctuary*.

3. Gandhi disait : «*Knowledge is where the problem is*» (Là où se trouve le problème se trouve aussi le savoir pour le résoudre). Rajendra Singh a suivi trois autres principes gandhiens : la gestion collective de l'eau est un exemple réussi d'autogouvernance villageoise (*gram swara*), les *jobads* ont apporté une autosuffisance locale (*swadeshi*) et un mieux-être collectif (*sarvodaya*).

occidentale du développement ont en effet largement dépossédé les habitants du Sud de la gestion de leurs territoires. En Inde, l'ingénierie hydraulique traditionnelle¹ a ainsi été rejetée au nom de la modernité. Comme les *johads*, les étangs traditionnels du Kerala (*kulam*s), par exemple, ont été abandonnés au profit de barrages modernes² qui, ajoutés au déboisement, ont dévasté l'écosystème. Le débit de l'eau est, depuis, devenu si erratique que des régions autrefois bien irriguées connaissent maintenant un stress hydrique constant. De même, aucun équipement récent ne parvient aujourd'hui à freiner le manque chronique d'eau dans l'Inde du Nord.

Ces défaillances font cependant un heureux : le secteur privé. Le marché indien de l'eau embouteillée, où se bousculent plus de deux cents marques possédées par Nestlé, Coca-Cola³, Pepsi et autres multinationales, croît de 55% par an⁴. Mais en prélevant l'eau du sous-sol pour la revendre en petites bouteilles, ces firmes siphonnent des ressources vitales pour les cultures, suscitant la colère des fermiers indiens⁵. Une confiscation par le privé présentée

1. Voir Anupam Mishra, *Traditions de l'eau dans le désert indien (Les gouttes de lumière du Rajasthan)*, L'Harmattan, 2001.

2. Jyothi Krishnan, "How Dams and Irrigation Canals Killed Kerala's Traditional Kulams", *Infochange*, octobre 2010 <http://infochangeindia.org/Environment/Technology-vs-tradition/How-dams-and-irrigation-canals-killed-Kerala%E2%80%99s-traditional-kulams.html>

3. Coca-Cola possède plus de cinquante sites d'embouteillage en Inde.

4. Chandra Bhushan, "Bottled Loot. The Structure and Economics of the Indian Bottled Water Industry", *Frontline*, avril 2008 (www.hinduonnet.com/fline/fl2307/stories/20060421006702300.htm)

5. À Plachimada (Kerala), Coca-Cola, qui pompait chaque jour 1,5 million de litres d'eau dans les nappes phréatiques, a affronté la colère des paysans durant quatre ans avant de devoir déplacer son site quelques kilomètres plus loin. La même contestation existe aux États-Unis : les habitants de Barrington (New Hampshire) ont créé en 2001 le groupe Save Our Groundwater pour empêcher la firme USA Springs de prélever 1,5 million de litres/jour dans le sous-sol.

comme un progrès¹, mais qui en réalité boucle le cycle de cette dépossession de l'eau. En revanche, la réhabilitation de savoirs vernaculaires comme les *johads* contribue à la réappropriation par les habitants de leur propre culture. Associée à une autogestion locale de l'eau, elle signe la résilience de l'identité locale.

C'est grâce à ces savoirs anciens que des milliers d'autres villageois ont réussi, ailleurs en Inde, à faire reverdir des zones arides. Dans le Rajasthan, c'est le cas de certains villages du désert de Thar² ou du village de Laporiya, dont un habitant, Laxman Singh, a créé des groupes de « guerriers de l'eau » (*jal yodhas*). Ceux-ci ont restauré 30 000 hectares de prairies en s'inspirant du savoir des *gajdharis* (ingénieurs traditionnels de l'eau) : ils ont quadrillé les terres de carrés (*chaukas*) pourvus d'écoulements qui répartissent les pluies dans le sol et l'irriguent en permanence. Le volume des récoltes a ensuite triplé, faisant vivre 40 000 familles dans quatre-vingt-dix villages³ et permettant la plantation de plus d'un million d'arbres. À Ralegan Siddhi (Maharashtra), les habitants ont eux aussi installé un système traditionnel d'irrigation et replanté près de 400 000 arbres. Ce modèle a apporté une prospérité sans précédent⁴ et a été reproduit dans quatre-vingt-cinq villages alentour.

1. Cette représentation usurpée de la modernité constitue, comme le soutient l'intellectuel indien Ashis Nandy, une forme contemporaine et subtile de colonisation. Le seul ouvrage traduit en français d'Ashis Nandy est *L'Ennemi intime. Perte de soi et retour à soi sous le colonialisme*, Fayard, 2007.

2. Voir par exemple les *taankas* mis en place par l'association Gravis et la fondation France Libertés.

3. Sudhirendar Sharma, "Village Uses 'Laporiya Squares' to Outwit Drought" (<http://infochangeindia.org/20040811370/Water-Resources/Features/Village-uses-Laporiya-Squares-to-outwit-drought.html>).

4. Voir www.annahazare.org/ralegan-siddhi.html

Dans tous ces cas, le retour de l'eau s'est accompagné de son autogestion par des conseils de villages (*pani panchayat*)¹ ou des comités citoyens (*gram samitis* ou *gram sabhas*).

Ces petites révolutions demeurent cependant marginales au regard de l'échelle de l'Inde et en grande partie ignorées des dirigeants. Dans le Rajasthan, aucun élu local ne s'est ainsi déplacé en vingt-six ans pour venir étudier la renaissance agricole du district d'Alwar, note Rajendra Singh. En partie parce que la classe politique ne croit qu'aux techniques industrielles, mais aussi, ironise-t-il, parce que « les *johads* sont des constructions simples et qu'il n'y a aucun gros marché à la clé ». Sous-entendu : aucune éventuelle commission. « Et puis ce système ne leur donne pas de contrôle sur la gestion de l'eau, puisque les villageois la gèrent eux-mêmes. Donc, ça ne les intéresse pas. » Mais peu importe : à l'extérieur de l'Inde, ces expériences suscitent un réel intérêt. De nombreux reportages et documentaires étrangers ont été réalisés sur les *johads* du district d'Alwar. Rajendra Singh a aussi reçu des villageois du Népal, d'Afghanistan, d'Iran et de Thaïlande, qui se sont inspirés de son expérience, et il a acquis le soutien du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et d'autres donateurs (Fondation Ford, Oxfam...) ².

L'idée de recueillir les pluies gagne du terrain en Inde. Leur collecte est même devenue obligatoire dans les villes et assortie de subventions et d'allègements fiscaux. À Chennai par exemple, des collecteurs ont été déployés sur

1. Par exemple à Mahur (Maharashtra). Voir <http://infochangeindia.org/20030305626/Water-Resources/Stories-of-change/Making-water-common-property.html>

2. Ces organismes financent maintenant 75 % des nouveaux travaux, 25 % restant à la charge des villageois, qui continuent d'effectuer les tâches communautaires.

les toits des bâtiments officiels, des écoles et des hôpitaux, et le taux d'équipement des particuliers est officiellement de 92%. Dans la capitale, New Delhi, « c'est aussi le cas du palais présidentiel, du terminal 3 de l'aéroport, de l'université Jamia Hamdard et de la prison de Tihar », explique Gita Kavarana, directrice du Centre pour la science et l'environnement (CSE). Cette ONG indienne, qui a équipé son siège avec un tel système, effectue d'ailleurs un remarquable recensement des systèmes traditionnels de recueil des pluies¹ et a lancé une campagne nationale en faveur de leur renaissance.

Les agronomes aux pieds nus du Burkina Faso

La même utilisation des pluies pour féconder la terre a donné des résultats remarquables sur un autre continent gagné par la désertification, l'Afrique. Il s'agit là aussi d'un retour en grâce de techniques anciennes, qui a commencé au Burkina Faso au début des années 1980.

À l'époque, une sécheresse sans précédent frappe la province de Yatenga, réduisant les récoltes en poussière et obligeant des centaines de fermiers, désespérés, à quitter leurs terres. Un jour, un fermier illettré du village de Gourga, Yacouba Sawadogo, regarde la terre craquelée de ses champs et se dit qu'il ne perdrait rien à essayer une méthode de culture autrefois utilisée au Sahel, mais oubliée², le *zaï*. Celle-ci consiste à creuser dans les champs des cavités rondes d'une vingtaine de centimètres, dans lesquelles on dépose les semences et un peu de compost. Quand la saison

1. www.rainwaterharvesting.org/Rural/Traditional.htm

2. Chris Reij, Gray Tappan, Melinda Smale, *Agroenvironmental Transformation in the Sahel. Another Kind of "Green Revolution"*, Ifpri, 2009.

humide arrive, l'eau de pluie reste piégée par ces cavités et fait germer les graines.

Yacouba Sawadogo s'attelle donc à la tâche et, dès la première récolte, a la surprise de voir les rendements doubler, voire quadrupler selon les plantes. Il décide alors de faire connaître cette technique et enfourche sa moto pour sillonner les villages et parler de cette pratique aux paysans de sa province¹. Puis Yacouba Sawadogo encourage les fermiers à communiquer entre eux; en 1984, il met sur pied des rencontres plus larges sur les marchés locaux, où les fermiers peuvent comparer leurs récoltes (maïs, mil, sorgho...) et leurs manières de procéder. C'est ainsi que progressivement, ils perfectionnent la technique du *zai*, en s'apprenant mutuellement à entourer les parcelles de cordons de pierres pour contenir le ruissellement des pluies², à modifier la densité de cavités à l'hectare et à choisir les semences. Ces échanges débouchent sur la création d'associations de groupes, et c'est ainsi que le *zai* se répand, d'agriculteur à agriculteur.

Ce mode de transmission doit beaucoup à deux autres fermiers burkinabés, Ousséni Zoromé et Ali Ouédraogo. Fermier dans le village de Somyanga, Ousséni Zoromé a adapté le *zai* en observant l'écoulement des eaux sur ses terres et en tenant compte de la nature des sols³. Il a ensuite appris aux paysans à utiliser le *zai* sur des lopins de terre dégradée, en lançant des écoles de *zai* sur le terrain,

1. Yacouba Sawadogo a fait l'objet d'un documentaire britannique en 2010, *The Man Who Stopped the Desert* (www.1080films.co.uk).

2. «Innovation locale au Burkina Faso dans la vulgarisation agriculteur à agriculteur», portail du développement du Burkina Faso (www.faso-dev.net/IMG/article.../Innovation-locale-au-Burkina-Faso.pdf).

3. Boukari Ouangraoua, «Burkina Faso : Ousséni Zoromé, le paysan-chercheur», *Syfia*, 11 mai 2005

qui existent désormais dans cinq départements du Burkina Faso. De son côté, Ali Ouédraogo a régénéré les sols en combinant le *zai* avec la plantation d'arbres qui maintiennent l'humidité et favorisent l'infiltration naturelle. Il a formé à cette technique plusieurs dizaines de fermiers de sa région qui, à leur tour, en ont formé d'autres.

Le *zai* est aujourd'hui utilisé dans huit pays du Sahel. Les autorités ne se mobilisant guère pour le promouvoir, son extension et son amélioration sont portées par les fermiers eux-mêmes, qui se transmettent ce procédé entre eux, aidés de quelques associations¹. Au Niger, où elle s'appelle *tassa*, cette technique a ainsi été importée par treize paysans qui étaient allés d'eux-mêmes l'apprendre au Burkina Faso. En quelques années, le *zai* a permis de faire repousser la végétation sur des sols qui étaient devenus stériles, réhabilitant plus de 3 millions d'hectares au Burkina Faso². La production agricole s'est accrue et diversifiée, augmentant les revenus des agriculteurs, freinant l'exode rural et améliorant le niveau d'autosuffisance alimentaire du pays³. Dans un écosystème restauré, les femmes peuvent de leur côté gagner leur vie en produisant noix de karité et arachides.

On objectera qu'au XXI^e siècle, recourir à des procédés aussi archaïques pour irriguer les sols est un anachronisme et qu'ils n'atteindront jamais le niveau d'efficacité des équipements hydrauliques lourds (forages, pompes, pipelines). Mais ceux-ci sont hors d'atteinte des populations

1. L'association Kaab-Noogo, l'association des groupements *zai* pour le développement du Sahel, ou l'Association des écoles de *zai* sur le terrain.

2. Rapport du rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation Olivier de Schutter, assemblée générale des Nations unies, 20 décembre 2010.

3. *Ibid.*

pauvres et, surtout, ils prélèvent les ressources hydriques sans les renouveler, aggravant à terme la pénurie. Il faut d'ailleurs constater que les politiques de développement¹ qui privilégient ces équipements ont jusqu'alors échoué à fournir un accès universel à l'eau. La redécouverte de ces techniques simples – *johads*, *chaukas* ou *zai* – qui ont montré leur pertinence dans la restauration du cycle de l'eau, n'est donc pas si absurde face à la réduction des réserves hydriques et à la désertification. En novembre 2009, deux experts de la Banque mondiale sont d'ailleurs venus passer deux jours dans le district d'Alwar en Inde et sont repartis convaincus de l'efficacité des *johads*². Le fait qu'une institution par laquelle passent les représentations universellement admises du « progrès » reconnaisse l'efficacité de techniques anciennes n'est pas anodin. Car aujourd'hui, le développement ne peut plus se contenter d'être « une formule standard d'occidentalisation qui ignore les singularités, solidarités, savoirs et arts de vivre des civilisations traditionnelles », rappelle Edgar Morin³ : il doit faire une place à des techniques peu coûteuses qui assurent aux habitants une fourniture en eau toute l'année et sont transposables partout. Efficaces dans les pays chauds, elles le seront *a fortiori* sous d'autres climats.

Certes, ces procédés exigent une main-d'œuvre nombreuse : les *johads* du Rajasthan ont mobilisé plusieurs centaines de villageois et la technique du *zai* exige de creuser 12 000 à 15 000 cavités par hectare. Mais le fait de n'utiliser

1. Sur le questionnement de ce concept, voir Gilbert Rist, *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Presses de Sciences Po, 2007.

2. L'auteure a été témoin de cette visite.

3. « Les Nuits sont enceintes et nul ne connaît le jour qui naîtra », tribune parue dans *Le Monde*, 9 janvier 2011.

que des bras, des pioches et quelques sacs de ciment est ce qui rend ces méthodes accessibles aux populations rurales pauvres, qui sont aussi les premières victimes des variations climatiques. Rajendra Singh est d'ailleurs convaincu que leur duplication à grande échelle pourrait assurer l'auto-suffisance en eau de toute l'Inde et, au-delà, de toutes les zones arides du globe. «Le réchauffement climatique est mondial, mais il ne sera résolu que par des solutions locales, décentralisées» de ce type. Il reste donc à multiplier les échanges pour étendre ces expériences. Confrontés au même défi de pénurie d'eau, le Sud et le Nord ont désormais beaucoup à apprendre l'un de l'autre.

La réappropriation citoyenne de l'eau

Contrôler soi-même la distribution

Une autonomie durable des populations en eau passe à l'évidence par une maîtrise locale de ce bien commun. Or, depuis les années 1990, celles-ci sont de plus en plus dépossédées de sa gestion, en raison des vagues de privatisation ou de concessions au privé qui sont intervenues dans la quasi-totalité des pays du monde. Mais partout, de l'Afrique du Sud à l'Italie, de l'Argentine à la Nouvelle-Zélande, l'arrivée du privé a suscité des protestations. Il serait impossible de les citer toutes mais quelques-unes, emblématiques, ouvrent des pistes de réflexion intéressantes.

La première se situe en Argentine. En 1993, la concession du réseau d'eau de la province de Tucuman est attribuée à la Compagnie générale des eaux (CGE). Dès 1995, les usagers constatent une détérioration du service et de fortes hausses de tarif (+104% en moyenne). Ils réagissent par un

mouvement spontané de désobéissance civile, en cessant de payer les factures. En dépit des menaces de coupure, ils tiennent bon et s'organisent en association, l'Adeucot¹. Mais un an plus tard, le mécontentement explose. Une coloration suspecte rend l'eau impropre à la consommation durant dix jours et, privés d'eau, les habitants réalisent à quel point ils ont perdu le contrôle de cette ressource vitale². Sous la pression de la population en colère et des médias, les autorités commencent à remettre en cause les termes du contrat. La désobéissance est telle que quatre factures sur cinq ne sont plus réglées, si bien qu'en 1997 la CGE préfère jeter l'éponge. Fin 1998, l'eau de Tucuman revient dans le giron du service public. La mobilisation des habitants a été la plus forte.

Une histoire comparable a eu lieu aux États-Unis. En 2002, les habitants de la ville californienne de Felton³ apprennent que leur réseau public d'eau est cédé à la compagnie privée California American Water Co. (Cal-Am). Les tarifs augmentent alors de plus de 70%. Indignée, une poignée d'usagers fait du porte-à-porte pour prendre l'avis des résidents, puis constitue une association, appelée Friends of Locally Owned Water (Flow⁴). Chez ces habitants, l'idée germe de racheter collectivement le réseau : ils envisagent une hausse des impôts locaux qui générerait la somme nécessaire au rachat du réseau par le gestionnaire public du district. Les habitants organisent alors un

1. Asociacion en Defensa de Usuarios y Consumidores de Tucuman.

2. Bernard de Gouvello, Jean-Marc Fournier, « Résistances locales aux "privatisations" des services de l'eau : les cas de Tucuman (Argentine) et Cochabamba (Bolivie) », *Autrepart*, n° 21, IRD, 2002

3. Tara Lohan, "How Felton, Calif., Achieved Water Independence", *Yes! Magazine*, 27 mai 2010 (www.yesmagazine.org/issues/water-solutions/how-felton-ca-achieved-water-independence).

4. www.feltonflow.org; *Flow* veut dire flux en anglais.

référendum local qui, à une majorité de 75 %, donne mandat à l'opérateur public pour faire une offre à Cal-Am. En 2008, après une inévitable joute juridique, celui-ci accepte de céder le réseau. Aujourd'hui, les factures des habitants de Felton ont baissé de 50 % et en dépit de la hausse initiale des impôts locaux, ils économisent 400 dollars par an¹. L'exemple de Felton a fait des émules dans plusieurs villes de Californie et d'autres États américains.

Une autre expérience plus connue est celle de Cochabamba, en Bolivie. Dans cette ville, la mobilisation a été plus violente et plus politisée, mais elle a permis une reprise du réseau par les habitants eux-mêmes. En 2000, les services publics d'adduction d'eau de la ville de Cochabamba sont concédés à Aguas del Tunari, un consortium privé qui réunit les groupes américains Edison et Bechtel, le groupe espagnol Abengoa et quatre entreprises boliviennes². D'emblée, les factures explosent (certaines font plus que doubler) et la population refuse de payer plus cher. Le mécontentement des urbains rejoint celui des fermiers de la région qui, dès 1999, avaient protesté contre une loi remettant en cause l'accès gratuit à l'irrigation. Les deux mouvements s'unissent et multiplient les protestations à partir de janvier 2000, exigeant la fin de la délégation au privé et une consultation démocratique sur l'eau. Entre février et avril 2000, manifestations, barrages routiers, grèves et affrontements avec la police font un mort et plusieurs blessés. Le 10 avril, une dernière manifestation de 50 000 personnes à Cochabamba fait plier le gouvernement, qui finit par annuler le contrat avec Aguas del Tunari.

1. Tara Lohan, *op. cit.*

2. B. de Gouvello et J.-M. Fournier, *op. cit.*

Pourtant, le retour de la gestion de l'eau au service municipal (Semapa) ne résout rien. Son inefficacité exaspère les habitants, dont la moitié reste privée d'eau potable. Les résidents des quartiers Sud, les plus mal desservis, s'organisent alors en comités de quartiers et décident de construire eux-mêmes des réservoirs et des canalisations. En quelques années, plusieurs milliers de raccordements sont effectués et aujourd'hui, même si l'adduction n'est pas encore universelle à Cochabamba, cent vingt comités de l'eau assurent au moins une fourniture de base aux quartiers Sud. Plus d'une centaine de ces petites coopératives gérées par les habitants sont regroupées dans l'association Asica-Sur¹, devenue une interlocutrice incontournable de la municipalité.

Cette reprise en main, effectuée au cours de la décennie 2000, avait eu un précédent. Un premier système autogéré de distribution d'eau avait vu le jour dans la localité en 1990, dans le quartier pauvre de Sebastián Pagador. Plus de trois cents familles s'étaient organisées pour construire un réseau de canalisations, chacune apportant des pelles, un peu d'argent et, surtout, s'engageant à fournir trente-cinq jours de travail de huit heures. Le chantier avait duré trois ans et comme dans le district d'Alwar en Inde, les femmes y avaient fortement contribué². Depuis 1993, les habitants gèrent démocratiquement ce réseau au sein d'une association de quartier, l'Apaas³.

1. Asociación de Sistemas Comunitarios de Agua del Sur.

2. La principale source de ce récit sur Cochabamba est l'article de Raúl Zibechi, "Cochabamba. De la guerra a la gestión del agua", *Programa de las Americas*, 20 mai 2009.

3. Asociación de Producción y Administración de Agua y Saneamiento de Sebastián Pagador.

À Cochabamba, plusieurs facteurs ont facilité cette auto-organisation. Le premier est la présence dans la ville d'immigrants venus des plateaux andins où existe depuis toujours une tradition d'aide réciproque, appelée *ayni*¹. Cette habitude du travail solidaire a sans doute favorisé la construction collective des réseaux. L'aspiration à une juste répartition de l'eau a aussi des fondements anthropologiques. Elle se réfère à la culture latino-américaine de respect envers la terre-mère (*Pachamama*). Ce rapport spirituel à la terre impose de vivre en harmonie avec elle et rend inconcevable tout usage mercantile de ses ressources : commercialiser l'eau est aussi inimaginable que de vendre l'air qu'on respire. L'eau en Amérique latine est d'ailleurs souvent prise en charge par des petites structures autogérées qui, à l'échelle des villages, en régulent l'usage collectif, entretiennent les canalisations et protègent l'écosystème des sources. Parmi elles figurent par exemple les comités de voisinage pour l'eau potable (Comités Vecinales de Agua Potable) du Pérou, les coopératives de l'eau en Argentine ou les comités d'eau potable et d'assainissement (Comités de Agua Potable y Saneamiento) du Nicaragua. Dans ce dernier pays, une loi de mai 2010 a reconnu ces groupes sans but lucratif, estimant que ces « personnes démocratiquement élues par la communauté » contribuent « au développement économique et social, à la démocratie participative et à la justice sociale ».

Enfin, de nombreuses municipalités d'Amérique latine ont accédé à l'exigence d'associations de citoyens de participer à la gestion de l'eau ou ont directement délégué cette

1. Ce système d'aide mutuelle date des Incas, qui s'entraidaient pour les travaux agricoles et la construction des maisons, selon un principe de réciprocité : *hoy por ti, mañana por mi* (aujourd'hui pour toi, demain pour moi).

gestion à des coopératives d'usagers (comme la Saguapac de Santa Cruz de la Sierra en Bolivie, qui regroupe 151 000 membres¹).

Les acequias de común, des ruisseaux communautaires

La culture latino-américaine d'autogestion du patrimoine naturel se manifeste également dans l'utilisation des *acequias*, des ruisseaux dérivés d'un fleuve et servant à irriguer les champs. Comme l'atteste leur nom issu de l'arabe *as saqiyah* (canal d'irrigation), les premiers de ces cours d'eau ont été aménagés dans les zones arides du Maghreb et du Machrek. À partir du VIII^e siècle, ils ont été introduits par la conquête arabe en Espagne, où il en subsiste plusieurs. Puis les *acequias* ont voyagé de l'Ancien Monde au Nouveau Monde : les conquistadors espagnols les ont emmenés dans les pays andins, au Mexique et dans les territoires actuels du sud des États-Unis, où ils se sont métissés avec les systèmes d'irrigation amérindiens.

Aujourd'hui, plusieurs pays d'Amérique latine (Pérou, Colombie, Mexique, Argentine...) ont gardé ces *acequias* aux berges plantées d'arbres et de plantes (pour maintenir la biodiversité) et au fond en terre (pour permettre une lente infiltration de l'eau vers les nappes souterraines). Leur nom complet, *acequias de común*, traduit leur statut de bien commun. L'usage de leur eau est gratuit, en contrepartie d'une contribution collective à l'entretien des berges, au nettoyage des fonds et à l'entretien de l'écosystème. Les riverains élisent un *mayordomo*, et ce coordinateur local organise le partage de l'eau selon les cultures, planifie les travaux d'entretien et arbitre les différends.

1. Chrystelle Barbier, « À Santa Cruz, en Bolivie, la ressource est devenue un bien commun », *Le Monde*, 12 mars 2009.

Au fil des siècles, ces cours d'eau vitaux pour les fermiers ont structuré les territoires et donné leur nom aux lieux-dits : les habitants se désignent par exemple comme étant de l'« *acequia de los Duranes*¹ ». Au Nouveau-Mexique, elles bénéficient même d'un statut spécial de circonscription administrative. Et on parle d'une « culture des *acequias* » pour désigner l'esprit communautaire et les savoirs écologiques qui les entourent. Cette culture rappelle celle des *dongs*, canaux communautaires également présents dans l'Assam en Inde, dont l'eau est partagée entre les riverains².

Aux États-Unis, plus d'un millier d'*acequias* sont aujourd'hui utilisées par les fermiers du Nouveau-Mexique et du Colorado, États arides où elles démontrent leur utilité dans la conservation de l'eau. Pourtant, la gratuité de l'eau et les droits ancestraux de gestion citoyenne sont régulièrement remis en cause. Pour les défendre, les riverains se sont regroupés en associations, comme la Colorado Acequia Association (CAA) et la New Mexico Acequia Association (NMAA). Cette dernière a publié en 2006 une déclaration³ qui définit l'eau comme « une ressource communautaire » et non une « marchandise destinée à générer des profits », et rappelle que ces voies d'eau sont l'héritage « du travail et de l'autogouvernance des générations » qui les ont entretenues. Ces deux organisations luttent aujourd'hui contre la pollution industrielle de l'eau et protègent jalousement l'autonomie des territoires des *acequias*, en refusant

1. Jose A. Rivera, *Acequia Culture : Water, Land, and Community in the Southwest*, University of New Mexico Press, 1998.

2. Anup Sharma, "To Each According to His Needs", *Infochange India*, avril 2010 (<http://infochangeindia.org/201004278269/Water-Resources/Stories-of-change/To-each-according-to-his-needs.html>).

3. www.lasacequias.org/programs/el-agua-es-la-vida/

les OGM et en favorisant les semences autochtones, l'agriculture biologique et la souveraineté alimentaire locale.

Socialiser la gestion de l'eau, un enjeu d'avenir

Des assemblées locales de l'eau en Inde aux *cooperativas* d'Amérique latine existent donc de multiples formes de gestion démocratiques de l'eau qui, toutes, participent d'un mouvement de réappropriation de ce bien commun. Au départ conçues pour répondre aux besoins vitaux – boire, irriguer – ces solutions vont au-delà : en permettant une distribution durable et équitable, elles constituent des éléments de réponse à la crise globale de l'eau et ouvrent des perspectives à la société civile du monde entier.

Ces formes de partage de l'eau n'ont pourtant rien inventé. Durant des siècles, partout dans le monde, la gestion de cette ressource a été collective, constituant même certainement une des plus anciennes formes de démocratie locale. Son administration publique n'est intervenue qu'assez tard, en général au XIX^e siècle, pour des raisons liées à l'assainissement et à la construction des réseaux, mais elle a gardé à l'eau son statut de bien public. Seul le XX^e siècle a institué sa commercialisation.

Le siècle qui commence, lui, verra peut-être une reprise en main par les habitants, au sein de structures cogérées qui offrent l'avantage de pallier les déficiences du secteur public tout en évitant l'intervention du privé, pour lequel l'eau n'est qu'un marché lucratif. L'enjeu de cette réappropriation par la collectivité est aussi de mieux responsabiliser ceux qui l'utilisent.

Les initiatives citoyennes devraient d'ailleurs se multiplier à mesure que l'opinion prendra conscience du besoin

de recueillir des eaux pluviales. L'exploitation à grande échelle de cette troisième source d'approvisionnement deviendra en effet inévitable pour répondre à la demande mondiale, puisque les réserves souterraines et de surface sont déjà pleinement exploitées. En Chine, un vaste programme de collecte des eaux pluviales mené dès les années quatre-vingt-dix dans la province du Gansu pour irriguer les terres a montré ses effets positifs, améliorant les récoltes et les revenus de plusieurs millions d'habitants. Au Pérou, les paysans des Andes redécouvrent les *amunas*, ces réservoirs de récupération des pluies qui datent des Incas et dans lesquels l'eau s'infiltré en altitude pour ressortir purifiée en aval¹. Le PNUD et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) voient d'ailleurs dans la récupération des pluies la solution d'avenir pour étancher la soif de l'Afrique. Et aujourd'hui, les communautés villageoises de nombreux pays (Burkina Faso, Sénégal, Mali, Somalie, Éthiopie...) mettent en place des collecteurs sur les toits.

Aux États-Unis, qui détiennent le record mondial de consommation d'eau par habitant, des centaines de milliers de particuliers s'équipent de ces collecteurs. De nombreuses villes subventionnent ces équipements et certaines, comme Santa Fe, les rendent obligatoires pour les constructions neuves. En Australie, 40% des habitations du Queensland sont déjà équipées de tels systèmes et ceux-ci se répandent en Grande-Bretagne, en Allemagne et au Japon.

L'utilisation des pluies est donc en train de s'étendre, mais cette extension va ouvrir un débat juridique et économique inédit. Car si les eaux du ciel sont un bien commun

1. "Las Amunas de Huarochiri. Recarga de los acuíferos en los Andes", Gestion social del agua y ambiente en Cuenca (GSAAC), juin 2006.

de l'humanité – leur valeur ne peut être ni quantifiée ni tarifiée – plusieurs questions vont compliquer leur utilisation. La première est le captage à des fins lucratives : de l'eau pluviale embouteillée a déjà fait son apparition dans le commerce¹ à des prix élevés. La seconde est l'encadrement légal de l'usage des pluies. Aux États-Unis par exemple, le Colorado n'a légalisé le recueil des pluies par les particuliers qu'en 2009, à condition d'obtenir des permis soumis à restrictions². Et dans d'autres États, une réglementation complexe dissocie la propriété du sol de celle des gouttes d'eau qui y tombent... À terme, l'instauration de droits de propriété ou d'usage sur ce nouveau gisement n'est donc pas impossible.

De nouveaux rapports de forces vont ainsi inévitablement surgir autour de l'eau dans les années qui viennent : dans un contexte d'épuisement des réserves, la captation et l'usage des sources d'approvisionnement va représenter un enjeu d'une importance croissante. Un enjeu dont les citoyens feraient bien de se saisir collectivement, avant que des lobbies moins désintéressés ne s'en emparent...

1. Notamment au Texas et en Australie (voir www.rainwatercollection.com/richardsrainwater/ et www.tasmanianrain.com/)

2. Nicholas Riccardi, "Who Owns Colorado's Rainwater?", *Los Angeles Times*, 18 mars 2009.